

Droit au logement réprimé, Jean-Baptiste Eyraud passé à tabac

mardi 22 octobre 2013, par [Attac France](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2013).

Jean-Baptiste Eyraud passé à tabac par les CRS : deux côtes cassées, silence radio ?

Ce qui s'est passé samedi après-midi place de la République à Paris est à la fois banal et indigne. Banal parce que la répression contre les mouvements sociaux est devenue une routine quotidienne dans notre pays, sous Manuel Valls comme sous Brice Hortefeux, et en particulier contre les sans logis ou les sans emploi.

Indigne parce que les forces de l'ordre ont dispersé violemment et illégalement un rassemblement déclaré de façon parfaitement légale par le DAL place de la République. Plusieurs mères de famille ont été frappées. Jean-Baptiste Eyraud, le porte parole du DAL, a été roué de coups de pieds alors qu'il s'était assis par terre en attendant de pouvoir sortir de l'encerclement policier auquel les manifestants étaient soumis. Il a eu deux côtes cassées. Pas de dépêche des agences de presse, pas un mot dans la plupart des quotidiens, silence à la radio.

Les CRS et leur hiérarchie présente sur place ce samedi 17 octobre ne pouvaient ignorer qui est Jean-Baptiste Eyraud. Depuis vingt ans il lutte avec le DAL contre l'indifférence et le silence qui entoure le drame des sans logis et des mal logés. Par son activité inlassable et son énergie communicative, il a permis aux sans logis de disposer d'un outil et une voix écoutée et respectée. Il contribue sans trêve à mettre à nu les contradictions entre les discours et les actes des politiciens, prolixes en promesses mais avares en réalisations.

En frappant Jean-Baptiste Eyraud, les forces de l'ordre n'ont pas agi au hasard : cibler une de ces figures les plus connues vise à répandre la peur dans tout le mouvement social. Ce gouvernement est aussi dur avec les démunis qu'il est prévenant envers les grands patrons et banquiers. La Préfecture de Paris et Manuel Valls doivent cesser leurs agissements brutaux et illégaux. Le gouvernement doit appliquer la loi DALO, le droit à l'hébergement, les réquisitions de logement. En s'engageant dans une politique répressive indigne, le gouvernement saccage les principes de solidarité et de justice, seuls à même de faire barrage à la droite extrême.

Attac France,

Paris, le 22 octobre 2013

Cours nouveau au ministère du logement : la police contre les mal-logés

Depuis une semaine la police intervient pour démanteler les campements que tente d'installer le DAL place de la République à Paris, ou disperser les rassemblements statiques pourtant officiellement déclarés. Elle intervient brutalement, frappant, blessant, arrêtant les mal logés et leurs soutiens. Pour que les choses soient plus claires encore le préfet de police de paris vient de

signifier au DAL l'interdiction pendant une semaine de tout rassemblement sur la place !

Après avoir annoncé des réquisitions des logements vides avant décembre 2012, puis pour mars 2013, le ministère du logement est dans l'incapacité de faire face à ses obligations. Après sa loi ALUR qui ne répond à aucunes des situations d'urgence des mal-logés, après l'incurie manifeste du 115 en matière d'hébergement à la veille de l'hiver, le Gouvernement choisit de cogner sur le mouvement social, les mal-logés, les prioritaires du DALO, sur ceux qui refusent la fatalité du mal logement et les politiques qui l'organisent.

Dans la même logique il frappe aussi à Toulouse, à Poitiers.

Quel aveu d'impuissance ! Quel mépris des exclus du logement qui résistent et de leurs soutiens !

Le NPA tient à apporter toute sa solidarité aux mal-logés, au DAL, en butte à cette répression. La police doit arrêter immédiatement d'intervenir contre les mal-logés à la rue. Il exige que le gouvernement tienne ses engagements, répondent à l'urgence en matière d'hébergement et de relogement, entre autres en réquisitionnant les logements vides.

NPA, Montreuil, le 22 octobre 2013
